

Population, migration et emploi dans les départements d'outre-mer

Les DOM

Les quatre départements français d'outre-mer (DOM) se trouvent à des milliers de kilomètres de la métropole. Les îles de la Guadeloupe et de la Martinique (les Antilles françaises) sont situées dans la mer des Caraïbes. La Guyane, de loin le plus étendu des DOM, se trouve en Amérique du Sud entre le Brésil et le Surinam. La Réunion est située dans l'Océan Indien, à l'est de Madagascar. Cet éloignement explique l'importance des migrations externes et l'impact de leurs variations en matière économique et sociale. Les trois départements insulaires connaissent un climat tropical; celui de la Guyane est équatorial.

Les DOM offrent la singularité d'être chacun à la fois un département et une région (monodépartementale). Ils relèvent des mêmes lois que la métropole mais bénéficient de dispositions particulières, notamment fiscales, qu'ils conservent dans le cadre de l'Union Européenne en tant que « zones ultrapériphériques ».

Alors que leur superficie cumulée équivaut au sixième du territoire de la métropole, leur population, estimée à 1,6 million en 1995, équivaut à 2,75% de la population métropolitaine. La densité y est 2 à 3 fois plus élevée, excepté en Guyane, où elle n'est que de 2 habitants au km². Entre 1975 et 1995 leur population a crû globalement de 25 %, contre 10 % en métropole.

La tertiarisation de l'économie se poursuit, due à l'importance de l'administration et au développement du tourisme, alors que le secteur agricole perd du poids et que l'industrie ne se développe guère. Très dépendante des transferts publics et des aides européennes, l'économie des DOM reste une économie de consommation, sauf en Guyane où le Centre spatial de Kourou constitue un puissant moteur. Elle ne crée pas assez d'emplois ; chômage et précarité se développent davantage qu'en métropole. Toutefois le niveau de vie dans les DOM s'est beaucoup accru depuis 20 ans et il dépasse celui des pays environnants.

Marguerite BOUCHER

Quelques points clés permettent de comprendre l'évolution et le dynamisme de la population des DOM. La fécondité y a beaucoup baissé, parfois jusqu'au très faible niveau métropolitain. Mais la jeunesse de la population assure un fort potentiel d'accroissement. La mortalité a également fortement diminué, parfois jusqu'au taux de la métropole. L'émigration s'est ralentie et l'immigration s'est accrue dans les années 1980 ; elles jouent un rôle majeur dans la différenciation des taux de croissance. Les conditions d'emploi pèsent sur la détermination des flux migratoires. Enfin le marché du travail favorise les métropolitains et pénalise les « domiens » (1) aussi bien dans les DOM qu'en métropole.

Un grand dynamisme démographique

Les DOM comptaient 1,18 million d'habitants lors du recensement de 1974 ; 1,25 au recensement de 1982 et 1,50 à celui de 1990. En 1995, leur population était estimée à 1,6 million (2).

Malgré la baisse de la fécondité, la jeunesse de la population devrait encore entraîner une croissance naturelle positive pendant plusieurs décennies aux Antilles. La Réunion, et surtout la Guyane, maintiennent une fécondité plus élevée et une croissance rapide. L'accroissement naturel est 2 fois plus élevé à la Martinique qu'en métropole, il l'est 3 fois plus à la Guadeloupe, 4 fois plus à la Réunion et 6 fois plus en Guyane (tableau).

(1) Domiens : natifs des DOM, terme couramment utilisé, en particulier par l'Insee.

(2) Depuis 1982, les recensements sont simultanés en métropole et dans les DOM, avec questionnaire identique. Les données statistiques d'état civil et de migration sont identiques à celles de la métropole ; mais les mouvements annuels de Français entre DOM et métropole ne sont pas comptabilisés, et cette migration n'est connue que par les recensements.

Sommaire

Éditorial : Population, migration et emploi dans les départements d'outre-mer

- | | |
|---|--|
| • <i>Un grand dynamisme démographique</i> 1 | • <i>Flux migratoires</i> 3 |
| • <i>Fécondité, mortalité, espérance de vie</i> 2 | • <i>Taux d'emploi, qualification, chômage</i> 3 |



Tableau - Principales données démographiques, DOM et métropole

	GAUDELouPE	MARTINIQUE	GUYANE	RÉUNION	MÉTROPOLE
Superficie (en milliers de km2)	1,7	1,1	83,5	2,5	543,9
Population en 1974 (recensement, en milliers) (a)	324,5	324,8	55,1	476,7	52 592,0
Population en 1982 (recensement, en milliers)	328,4	328,6	73,0	515,8	54 334,9
Population en 1990 (recensement, en milliers)	387,0	359,6	114,7	597,8	56 615,1
Population au 1.01.1995 (estimation, en milliers)	417	384	146	654	58 020
Densité 1995 (habitants/km2)	245	340	2	260	107
Moins de 15 ans, 1995 (en %)	26	24	36	30	19
65 ans ou plus, 1995 (en %)	9	11	4	6	15
Taux de natalité, 1994 (en p.1000)	17,5	15,0 (b)	29,6	20,6	12,3
Taux de mortalité, 1994 (en p.1000)	5,6	5,8(b)	4,2	4,8	9,0
Taux annuel d'accroissement naturel (en p.1000) :					
1974-1982	11,9	11,4	18,7	19,6	4,0
1982-1990	12,9	11,2	23,4	17,9	4,1
1990-1994	12,6	10,6	25,9	16,8	3,7
Taux annuel d'accroissement total (en p.1000) :					
1974-1982	1,6	1,5	38,7	10,7	4,6 (c)
1982-1990	20,7	11,3	57,9	18,6	5,1
Indice synthétique de fécondité, 1995 (naissances par femme)	2,00	1,7(d)	3,69 (d)	2,28	1,70
Espérance de vie à la naissance, 1992-1994 (en années) :					
Hommes	72,6	74,9	70,5	69,6	73,4
Femmes	80,4	81,8	76,9	78,8	81,6
Taux de mortalité infantile 1994 (en p. 1000)	7,9	5,8(b)	14,3	9,0	5,9

(a) 1975 pour la métropole — (b) 1993 — (c) 1975-1982 — (d) 1994.
Sources : • INSEE : *Annuaire statistique de la France*, éd. 1997; *La France et ses régions*, éd. 1997; *Tableaux de l'économie française*, 1997-1998.
Données de démographie régionale 1990. • INED, *Quinzième Rapport sur la situation démographique de la France*, 1986 ; *Vingt-sixième Rapport...*, 1997 ; *Population*, 1986/4-5 et 1997/3. • Calculs de l'auteur à partir de l'état civil et des évaluations de population de l'Insee.

Cependant les migrations externes affectent ce potentiel avec une intensité variable (*cf. infra*).

En 1990, date du dernier recensement, les pyramides des âges de la population des DOM (figure) traduisent une baisse de la fécondité, et donc de la natalité, plus ancienne aux Antilles qu'à la Réunion ; un « surplomb » apparaît à leur base. L'effet de l'émigration est encore sensible, avec la baisse rapide des effectifs à partir de 25 ans. La pyramide de la Guyane est remarquable par sa large base et l'importance de l'immigration d'adultes. Malgré une baisse de 4 à 6 points de pourcentage (sauf en Guyane) de la proportion des moins de 15 ans entre les recensements de 1982 et 1990, la population des DOM reste plus jeune que celle de la métropole (tableau) ; mais le vieillissement va s'accroître.

Fécondité, mortalité, espérance de vie : évolution comparable à celle de la métropole

- La **fécondité** est restée très élevée dans les DOM jusque dans les années 1960 : plus de 5 enfants par femme aux Antilles, 6 à la Réunion. Puis la baisse a été rapide entre 1970 et 1980. La Réunion n'a pas achevé sa transition démographique (tableau). La Guyane conserve une fécondité forte, en hausse sensible depuis 1989, liée sans doute à l'immigration de populations plus fécondes en provenance des pays voisins. Mais aux Antilles la fécondité est désormais inférieure au seuil de remplacement des générations ; à la Martinique, la fécondité est tombée à deux

enfants par femme dès 1990 (à la Guadeloupe en 1994). La baisse constante depuis lors conduit en 1994 à un niveau de fécondité semblable à celui de la métropole en 1995. Pourtant, la fécondité des adolescentes est encore 3 fois plus élevée aux Antilles qu'en métropole (4 fois plus à la Réunion et 10 fois plus en Guyane) en raison d'une contraception moins fréquente. C'est la baisse de la fécondité des femmes de 20-29 ans qui explique la baisse de l'indice synthétique de fécondité depuis 1990 ; mais la remontée des taux après 30 ans en Guadeloupe et à la Réunion témoigne d'un report des naissances analogue à celui observé en métropole. Cette baisse de la fécondité au-dessous du seuil de remplacement a coïncidé avec la crise économique et l'augmentation de l'emploi féminin mais sans que l'on puisse établir de liens de causalité.

Plus ancienne qu'en métropole, la cohabitation sans mariage est aussi plus fréquente dans les DOM. Si, en métropole, les naissances hors mariage représentaient 36 % du total en 1994, elles atteignaient 80 % en Guyane, 66 % à la Martinique, 61 % à la Guadeloupe et 56 % à la Réunion.

- Les DOM ont bénéficié d'importants progrès sanitaires, ce que traduit la très forte baisse de la **mortalité**. Sauf en Guyane, la mortalité infantile est maintenant partout inférieure à 10 p.1000 (tableau). L'espérance de vie à la naissance est déjà plus élevée à la Martinique qu'en

métropole (3) et devrait bientôt le devenir à la Guadeloupe. Mais la Réunion, et plus encore la Guyane, connaissent un retard important.

La mortalité des adultes est plus faible aux Antilles qu'en métropole, ce qui résulte surtout d'une moindre mortalité par tumeurs. Les maladies de l'appareil circulatoire sont au même niveau à la Martinique qu'en métropole mais sévissent davantage dans les autres DOM. La mortalité par maladies infectieuses reste plus élevée dans les DOM, notamment en Guyane. Le taux de prévalence du SIDA, très élevé par rapport à la métropole, en Guyane surtout, puis aux Antilles (moins à la Réunion), est cependant loin d'atteindre celui de la zone Caraïbe. La transmission est majoritairement hétérosexuelle. La mortalité par traumatismes, notamment par homicides en Guyane et à la Réunion, est plus élevée qu'en métropole ; mais les suicides sont moins fréquents, sauf chez les hommes à la Réunion.

Flux migratoires : moins de départs des DOM, plus d'arrivées de métropolitains et d'étrangers

Le recensement de 1990 dénombrait en métropole 316 000 personnes nées dans les DOM ; une estimation incluant leurs enfants nés en métropole, bien qu'incomplète, donnait 502 000 originaires des DOM.

L'émigration vers la métropole a commencé dans les années 1960. Entre 1974 et 1982, son solde contrebalançait celui de la croissance naturelle, totalement aux Antilles et pour près de la moitié à la Réunion. La période 1982-1990 marque une rupture : le solde migratoire est quasi nul à la Martinique, légèrement positif à la Réunion en

raison d'une immigration étrangère ; cette dernière est considérable à la Guadeloupe, et surtout en Guyane où l'accroissement total annuel, proche de 6 %, entraînerait un doublement de la population en 12 ans. Moins intense qu'entre 1974 et 1982, l'émigration des jeunes domiens s'est cependant poursuivie, un quart d'entre eux quittant leur département de naissance entre 15-19 et 23-27 ans. Mais, à partir de la trentaine, apparaît une migration de retour substantielle. La perte nette est de 35 000 natifs des DOM.

Par ailleurs, les arrivées de métropolitains et d'étrangers augmentent entre 1982 et 1990 : les mouvements de métropolitains se font au bénéfice des DOM (17 000 personnes). Les soldes de migrants d'origine étrangère, plus importants (26 000), sont concentrés à la Guadeloupe où la proportion de personnes nées à l'étranger est passée de 4 % à 7,5 % entre 1982 et 1990, et surtout en Guyane où elle est passée d'un quart à un tiers. La proportion de nés en métropole avoisine 7 % aux Antilles et à la Réunion, 12% en Guyane (contre 5 % et 11 % en 1982).

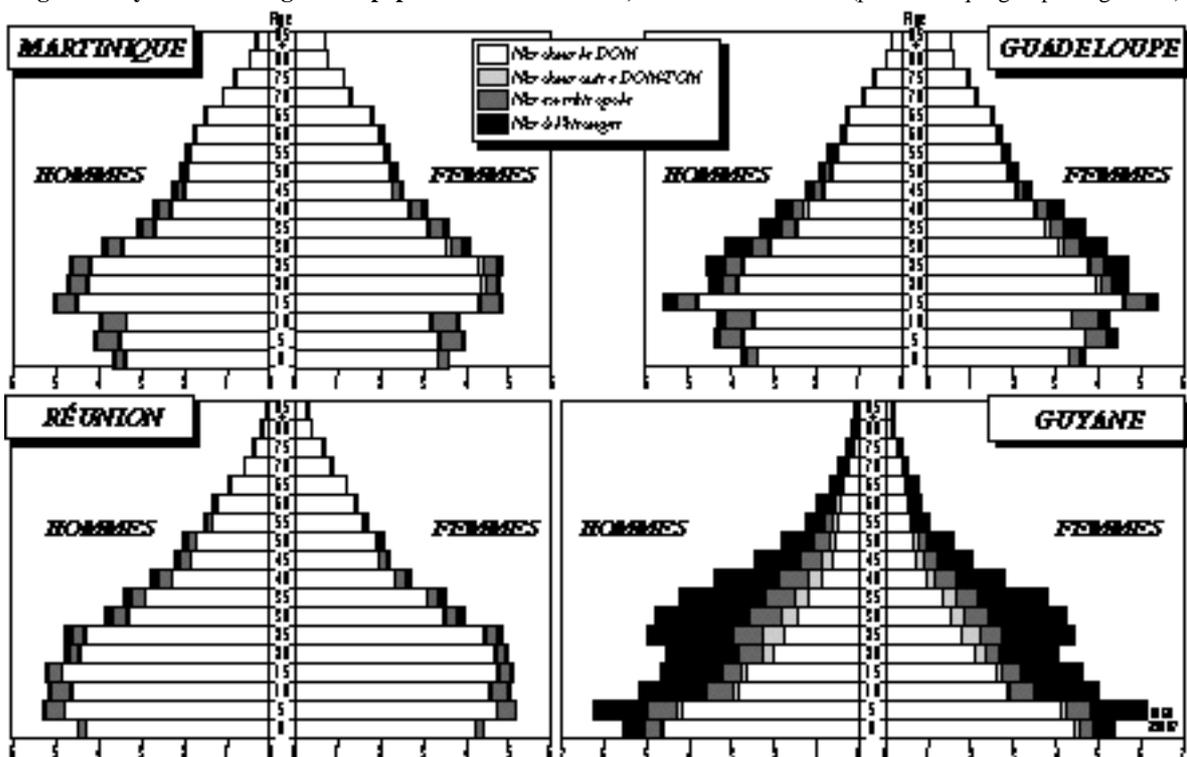
Emploi, qualification, chômage : les domiens peu favorisés par rapport aux métropolitains

• Entre 1982 et 1990, dans les DOM, les **taux d'emploi** (4) ont baissé pour les hommes âgés de

(3) L'espérance de vie des hommes à la Martinique en 1990 était cependant moins élevée que dans l'Essonne, les Yvelines, l'Indre-et-Loire, le Maine-et-Loire et les départements de la région Midi-Pyrénées. À l'opposé, la Guyane et la Réunion présentaient les plus basses valeurs pour les deux sexes.

(4) Nous appelons ainsi le rapport des actifs employés à la population selon le sexe et l'âge.

Figure 1 - Pyramides des âges de la population dans les DOM, recensement de 1990 (part de chaque groupe d'âge en %)



38 ans ou plus en 1990 ; mais ils ont augmenté pour les femmes de 28-47 ans. En 1990, dans les DOM, les taux d'emploi des hommes nés en métropole étaient beaucoup plus élevés que ceux des domiens, pour qui les taux les plus élevés se trouvaient en Guyane et les plus faibles à la Réunion. Nombreux sont les métropolitains qui se rendent dans les DOM pour y prendre un travail trouvé avant leur départ. D'autres viennent y chercher du travail à la suite de voyages touristiques. Dans certains cas les employeurs recourent à de la main-d'œuvre d'origine métropolitaine pour pallier le manque de qualification de la main-d'œuvre locale, par exemple dans les technologies de pointe sur la base de Kourou en Guyane (5). Mais les qualifications requises pourraient parfois se trouver sur place. Ainsi, parmi les métropolitains actifs entrés entre 1982 et 1990, 20 % des hommes seulement avaient un diplôme supérieur, et à peine plus de 50 % au moins le bac. Pour les femmes la situation est différente : les métropolitaines ont moins souvent une activité professionnelle dans les DOM que les natives des DOM, beaucoup accompagnant un conjoint qui a migré pour raison professionnelle. Lorsqu'elles sont actives, 65 % à 75 % ont au moins le bac.

- Depuis 1993, les économies des DOM ont cessé, Guyane exceptée, d'être créatrices d'emplois nets ; l'**emploi précaire** et le **chômage** ont augmenté. A 20-29 ans, les taux de chômage atteignent, en 1995, 40 % chez les hommes aux Antilles et à la Réunion, et ils dépassent 50 % pour les femmes, niveaux plus de deux fois supérieurs à ceux de la métropole. Les taux baissent ensuite lorsque l'âge augmente, mais moins vite qu'en métropole. Malgré les dispositions fiscales particulières visant à y favoriser l'investissement, le chômage est deux fois plus important dans les DOM qu'en métropole.

- Ce chômage élevé s'explique en partie par la relativement faible **qualification** des domiens. En 1990, plus de 50% des hommes de 23-27 ans, et 40 % des femmes, n'avaient aucun diplôme ; seulement 8 % et 13 % avaient le bac ou plus. Malgré un progrès constant depuis les années 1960, la qualification des domiens reste faible. Cependant, à chaque niveau de diplôme, leurs taux de chômage sont supérieurs à ceux des métropolitains. À diplôme égal, dans les DOM, ces derniers occupent en moyenne des positions professionnelles plus favorables que les domiens. Avec le BEPC, moins d'un domien sur six, contre près d'un métropolitain sur trois, occupe une profession intermédiaire ou un emploi de cadre à 25-34 ans. Avec le bac, on trouve un domien sur douze, contre un

(5) Toutefois, cela ne représente qu'une minorité des emplois occupés par des métropolitains entrés entre 1982 et 1990.

métropolitain sur six, dans un emploi de cadre. Avec un diplôme supérieur, les écarts sont moindres. Quant aux métropolitains dans les DOM, ils sont généralement dans une meilleure position professionnelle que ceux restés en métropole. La différence est plus marquée dans le privé et dans les collectivités locales que pour les salariés de l'État parmi lesquels les bacheliers natifs des DOM ont parfois une situation plus favorable que leurs homologues métropolitains.

Les taux d'emploi des domiens en métropole sont bien supérieurs à ceux qu'ils connaissent dans leur département d'origine. Pour les hommes, ces taux sont globalement comparables à ceux de l'ensemble de la population de métropole. Les femmes, sauf les Réunionnaises, ont beaucoup plus souvent une activité professionnelle que l'ensemble de la population de métropole, avec des taux dépassant 80% autour de la quarantaine. En métropole, les domiens ont, à tous les niveaux de diplôme, des professions moins qualifiées que les métropolitains. Leur taux d'activité élevé s'explique en partie parce qu'ils acceptent des emplois inférieurs à leur qualification.

L'existence de ce marché du travail dualiste, qui favorise les métropolitains et défavorise les domiens, est un facteur incitatif fort à la migration dans les deux sens entre métropole et DOM.

Jean-Louis RALLU

RÉFÉRENCES

INED

- *Population et Sociétés* : Yves CHARBIT, *Transition démographique aux Antilles Françaises*, n° 139, sept. 1980 ; Michel-Louis LÉVY, *Trois départements insulaires*, n° 204, juil.-août 1986. (Nombreuses références bibliographiques.)
- *Population* : Jean-Louis RALLU, « La population des départements d'outre-mer », 1997/3.
- *Quinzième Rapport sur la situation démographique de la France*, 1986 ; *Vingt-sixième Rapport ...*, 1997.

INSEE

- Recensements.
- *Données de démographie régionales 1990*, 1995.
- *La France et ses régions*, éd. 1997.
- *Données Sociales*, éd. 1993 et 1997.
- *INSEE Première*, n° 307, 311, 384.
- *Tableaux de l'économie française*, éd. 1997-1998.

INSEE, Directions régionales

- *Antiane-Eco* et *Premiers Résultats*, revues de la Direction inter-régionale Antilles-Guyane.
- *L'économie de la Réunion et Les Dossiers de l'Économie réunionnaise*, revues de la Direction régionale Réunion.
- *Tableaux économiques régionaux (annuels)* : *Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion* ; *Tableau économique de la Réunion 97-98*.